

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

COUR D'APPEL D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

RG N° 0345/2019

JUGEMENT CONTRADICTOIRE
Du 06/03/2019

Affaire :

Monsieur SOUMAHORO
MOUSTAPHA

C/

Monsieur SORO SIAKA

DECISION
CONTRADICTOIRE

Déclare irrecevable l'action de monsieur
SOUMAHORO Moustapha pour défaut de
tentative de règlement amiable préalable ;

Condamne monsieur SOUMAHORO
Moustapha aux dépens de l'instance.



AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 06 MARS 2019

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique
ordinaire du 06 Mars 2019 tenue au siège dudit Tribunal, à
laquelle siégeaient :

**Madame KOUASSI AMENAN HELENE épouse
DJINPHIE,**
Président;

**Mesdames ABOUT OLGA N'GUESSAN, KOUADIO
épouse TRAORE,** Messieurs **N'GUESSAN K. EUGENE,
KOUAKOU KOUADJO LAMBERT,** Assesseurs ;

Avec l'assistance de Maître **KOUAME BI GOULIZAN VIVIEN,**
Greffier;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre:

Monsieur SOUMAHORO MOUSTAPHA, né le 1^{er} -01-1972 à
Agboville, de nationalité ivoirienne, commerçant domicilié à Divo;

Demandeur;

D'une
part ;

Et ;

Monsieur SORO SIAKA, de nationalité ivoirienne
commerçant domicilié à Abobo derrière la Mairie ;

Défendeur;

D'autre
part ;

Enrôlée pour l'audience du 25 février 2019, l'affaire a été
appelée et renvoyée au mercredi 27 février 2019 pour attribution
à la 3^e chambre;

A cette audience, l'affaire a été renvoyée au 06 mars 2019 pour
comparution du demandeur ;

Advenue cette date, le Tribunal, après avoir constaté le défaut de

tentative de règlement amiable préalable, a rendu une décision sur le siège dont la teneur suit ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs demandes, fins et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi;

FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES

Par exploit du 23 Janvier 2019, monsieur SOUMAHORO Moustapha a fait servir assignation à monsieur SORO Siaka, d'avoir à comparaitre, le 25 Février 2019, par-devant la juridiction de céans, à l'effet de voir :

- Ordonner l'expulsion du défendeur des lieux loués pour congé non contesté ;
- Condamner ce dernier à lui payer la somme de 100.000 F CFA à titre d'arriérés de loyers ;

Au soutien de son action, monsieur SOUMAHORO Moustapha expose que par un contrat verbal, il a donné en location à monsieur SORO Siaka, un magasin sis à Abobo derrière la Mairie ;

Il soutient que pour reprendre la possession des lieux loués, il lui a donné, par exploit du 11 Septembre 2018, un congé d'avoir à libérer ledit magasin dans un délai de 06 mois, à compter dudit exploit ;

Toutefois, selon lui, passé ce délai de 06 mois, le défendeur continue de se maintenir dans les lieux loués, alors même qu'il n'a pas eu à contester le congé susdit ;

C'est pourquoi, il prie la juridiction de céans d'ordonner son expulsion dudit local, tant de sa personne, de ses biens, que de tout occupant de son chef ;

Monsieur SORO Siaka, assigné à personne, n'a pas conclu ;

A la clôture des débats, la juridiction de céans a, en application de l'article 52 alinéa 4 du code de procédure civile, commerciale et administrative, soulevé d'office l'irrecevabilité de l'action du demandeur, pour défaut de tentative de règlement amiable préalable ;

SUR CE

EN LA FORME

Sur le caractère de la décision

Monsieur SORO Siaka a eu connaissance de la procédure ;

Il convient donc de statuer par décision contradictoire ;

Sur le taux du ressort

Aux termes des dispositions de l'article 10 de la loi n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation, et fonctionnement des juridictions de commerce, « *Les tribunaux de commerce statuent :*

- *en premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminé.*
- *en premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs » ;*

En l'espèce, il résulte des pièces du dossier que l'intérêt du litige est indéterminé ;

Il convient donc de statuer en premier et dernier ressort ;

Sur la fin de non-recevoir tirée du défaut de tentative de règlement amiable

Aux termes de l'article 5 de la loi n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation, et fonctionnement des juridictions de commerce :

« La tentative de règlement amiable est obligatoire avant toute saisie du tribunal de commerce et se tient entre les parties elles-mêmes, ou avec l'intervention d'un tiers dans le cadre d'une médiation ou d'une conciliation » ;

L'article 41 in fine de la même loi ajoute : « *Si les parties n'ont entrepris aucune diligence en vue de parvenir à un règlement amiable, le tribunal déclare l'action irrecevable* » ;

Il en découle que si les parties ne font pas la preuve des diligences par elles entreprises en vue de parvenir à un règlement amiable de leur litige avant la saisine du Tribunal de Commerce, l'action doit être déclarée irrecevable ;

Il ne ressort nullement de l'examen des pièces produites, que préalablement à la présente action en expulsion pour congé, les parties ont tenté d'une quelconque manière de régler leur litige à

l'amiable conformément aux articles 5 et 41 sus visés ;

Ce préalable étant obligatoire et prescrit à peine d'irrecevabilité de l'action, il y a lieu constatant son défaut d'accomplissement, de déclarer irrecevable la présente action ;

Sur les dépens

Monsieur SOUMAHORO Moustapha succombant, il y a lieu de le condamner aux dépens de l'instance ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ;

Déclare irrecevable l'action de monsieur SOUMAHORO Moustapha pour défaut de tentative de règlement amiable préalable ;

Condamne monsieur SOUMAHORO Moustapha aux dépens de l'instance.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jour, mois et an que dessus.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER. /.



D.F: 18.000 francs

ENREGISTRE AU PLATEAU

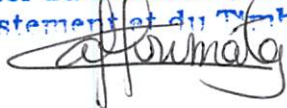
Le 28 MAI 2019

REGISTRE A.J. Vol. 15 F° 12

N° 258 Bord 300

REÇU : Dix huit mille francs

Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre



11500 28 2815

